



LE 13 OCTOBRE... MOBILISONS-NOUS !

En Essonne comme en France et en Europe, l'inflation doublée d'une austérité économique et salariale touche l'ensemble du monde du travail, les pensions et les minimas sociaux.

En cette rentrée sociale, le pouvoir d'achat, l'augmentation des salaires, pensions et minimas sociaux, l'emploi et les conditions d'emplois restent les premières préoccupations et sont toujours les revendications premières pour les travailleurs actifs, privés d'emploi et les retraité.es.

Malgré la période estivale et les légitimes congés payés, la colère reste intacte contre une réforme des retraites illégitime et injuste. Son application à marche forcée par le gouvernement, va aggraver la situation déjà très compliquée de milliers de travailleur.ses et de retraité.es.

Les salarié.es et leurs organisations syndicales sont contre l'allongement de l'âge de départ à la retraite et exigent le retrait des lois Touraine et Macron."

Toujours afin de répondre au dogme austéritaire et à la réduction de la dette, le gouvernement a engagé d'autres réformes néfastes socialement. La Réforme de l'assurance chômage, le Plan de Loi de Financement et le Plan de Loi de Financement de la Sécurité Sociale sous prétexte d'économie vont encore détériorer la réponse aux besoins de santé et de service public des citoyens, et aggraver les inégalités sociales.

Alors que ce sont toujours les mêmes qui doivent « se serrer la ceinture », l'aide aux entreprises sans contrôles ni exigences d'emplois (plus de 200 milliards annuels) n'a jamais été aussi haute, les profits (jamais aussi hauts depuis la première crise économique de 2008) explosent, permettant à certains d'afficher des fortunes personnelles indécentes.

Pour les organisations syndicales, il est urgent de rétablir une juste répartition de ces richesses, porteuse de justice sociale et d'améliorations des conditions de vie des salarié.es et pensionné.es. Il faut abroger l'ensemble de ces contre-réformes.

Ces plans de loi de financement doivent renforcer nos services publics de santé, d'éducation, de recherche... en urgence.

Face à ces besoins sociaux, la question des salaires et pensions est aussi en première ligne.

Nous revendiquons l'égalité salariale femmes/hommes, l'indexation des salaires et pensions sur l'inflation, la mise en œuvre de l'échelle mobile des salaires, le « dégel » du point d'indice, la revalorisation des minima sociaux et du SMIC.

L'augmentation de ces profits, les travailleur.ses la payent directement par l'accroissement des charges de travail avec pour conséquence une aggravation de leurs conditions de travail et d'emplois et une dégradation de leur santé physique et mentale.

La réduction du temps de travail pour un meilleur partage de l'emploi et une amélioration des conditions existantes reste aussi une actualité revendicative pour les travailleur.ses. Elle permettrait de réduire réellement le chômage.

Cette période estivale a encore mis en lumière les conséquences dramatiques du dérèglement climatique contraignant les travailleur.ses à affronter des conditions de travail qui pour certains les exposaient à des températures inhumaines.

Il est vital d'engager une transition écologique socialement juste qui prenne en compte ces changements climatiques. La réindustrialisation et la production locale répondraient à l'urgence climatique et augmenterait le nombre d'emplois en France.

Le vendredi 13 octobre, contre l'austérité, pour l'augmentation des salaires et pensions, l'égalité salariales femmes hommes, l'amélioration de nos conditions de travail et de vies....

Tous en grève et manifestations !